

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Linda Leon

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Une bonne gérance de l'environnement constitue, dans quelque contexte que ce soit, le fondement d'une économie viable à long terme. Le projet de loi C-38 porte atteinte aux dispositions législatives sur la protection de l'environnement, donnant par le fait même au secteur de l'exploitation des ressources naturelles carte blanche pour polluer. Il est de notre devoir de léguer un écosystème sain à nos descendants. Ne nous enrichissons pas en pillant nos petits-enfants. Il faut rétablir la réglementation environnementale. Mieux vaut une croissance lente et sûre fondée sur une gérance consciencieuse qu'une croissance extravagante dans une culture d'avidité et d'imprudence. Les industries doivent être tenues entièrement responsables de tous les coûts de nettoyage. Elles devraient être tenues d'indemniser les personnes qui se sont retrouvées sans emploi pendant une longue période et celles qui ont eu des problèmes de santé en raison de la pollution industrielle et des accidents. Le nettoyage est une activité légitime lorsque l'on fait des affaires. Adoptons une politique exigeant des pollueurs qu'ils assument les coûts liés aux dommages qu'ils causent. La Chine finira par céder sous le poids des mauvaises pratiques qu'elle emploie. Nous ne devons pas compter uniquement sur le commerce international. J'aimerais que nous adoptions des incitatifs encourageant la production locale et le commerce intérieur. Dans la mesure du possible, nous devrions transformer nos ressources au Canada même. Nous devons nous tourner vers l'avenir et tirer parti des sources d'énergie renouvelable. Nous devons nous serrer la ceinture. Voici quelques suggestions :

- Il faut abroger le projet de loi C-10 de lutte contre la criminalité, lequel suppose des coûts beaucoup trop élevés et correspond davantage à de la vengeance qu'à de la justice. Nous épargnerions des milliards de dollars.
- Au Conseil privé seulement, le nombre d'employés travaillant dans les domaines des communications et des médias est actuellement deux fois supérieur à ce qu'il était lorsque Jean Chrétien était premier ministre. Il faut réduire de moitié l'effectif chargé des communications au sein du Conseil privé, du Cabinet du Premier ministre et des ministères. Si le gouvernement agissait de façon transparente, il n'aurait pas besoin de contrôler dans une telle mesure l'interprétation de ses messages dans les médias. Quoi qu'il en soit, les intervenants concernés, comme les acteurs de l'industrie pétrolière, les multinationales étrangères et le Parti conservateur, devraient payer pour leurs propres publicités.
- Il faut réaffecter les 8 millions de dollars qui servent essentiellement à persécuter les organismes de bienfaisance.
- Divers ministres ont été envoyés aux quatre coins du pays cet été dans le but de soudoyer les Canadiens et de leur faire peur afin qu'ils acceptent le projet de loi C-38; qu'ils utilisent plutôt SKYPE.
- Lorsque l'on omet de suivre les conseils des spécialistes, cela coûte cher aux contribuables. Voir ci-dessous.
- Il faut cesser l'achat d'aéronefs F-35.
- Il faut cesser de subventionner le secteur de l'énergie non renouvelable.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Si l'économie est diversifiée, elle sera plus à même de résister aux bouleversements, notamment sur le plan environnemental, auxquels nous serons confrontés au cours des années à venir. J'aimerais qu'il y ait davantage de petites entreprises et industries, en particulier sur les marchés locaux et à créneaux. De plus en plus, la Chine et les pays en développement fabriquent des produits de moindre qualité dont l'application est restreinte. Pourquoi payer 15 \$ pour une chemise qui a été fabriquée par des enfants esclaves et qui ne survivra pas à son premier lavage? Il y a là une occasion pour les Canadiens futés de commencer à fabriquer des produits de qualité qui seront vendus au pays et ailleurs dans le monde. Les industries culturelles occupent une place de plus en plus importante dans nos vies et dans notre économie. Il faut soutenir ces industries. La Société Radio-Canada (SRC) produit des émissions reconnues à l'échelle internationale et offre un service public irremplaçable. Il faut maintenir son financement. Nous devons soutenir les petites fermes biologiques, les petites entreprises manufacturières de même que les entreprises des secteurs du tourisme et de la technologie. Il conviendrait également d'appuyer les entreprises du secteur de l'énergie renouvelable qui sont au service des collectivités. À mon avis, la recherche de sources d'énergie de remplacement ne permettra pas de trouver une solution magique, mais bien un ensemble de technologies qui conviennent à des situations particulières. Il s'agit d'un domaine dans lequel le Canada pourrait exceller.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Il est en effet pertinent de planifier en vue des changements démographiques. Toutefois, je crois que le gouvernement Harper utilise la population vieillissante comme une excuse pour mettre son programme de l'avant au détriment de ceux qui sont les moins aptes à se défendre. Le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, a déclaré que les raisons de la hausse de l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse ne sont pas fondées sur des données probantes. Il faut rétablir le recensement à long terme tandis qu'il est encore temps. Les données fiables couvrant une longue période ont une grande valeur pour l'examen des facteurs démographiques et économiques. Il faudra trouver des solutions afin d'atténuer les pressions accrues exercées sur les soins de santé. Il n'est pas nécessaire que ces soins fassent l'objet d'un financement supplémentaire; il faut simplement les organiser de façon plus judicieuse. Le gouvernement en place devrait mettre de côté son aversion bien connue à l'égard des connaissances et des conseils de spécialistes qui entrave sa capacité de trouver des solutions efficaces. En collaborant avec les travailleurs du domaine de la santé, plutôt qu'en les intimidant, je suis certaine que nous pouvons mettre au point des plans constructifs. Nous devrions faire passer la taxe sur les produits et services à 7 %. Cette taxe est la plus juste dont nous disposons et il est préférable d'en tirer parti plutôt que de réaliser des économies au détriment des aînés et des autres personnes vulnérables. Bon nombre de professionnels de haut niveau, comme moi, continueront de travailler après 65 ans, par ennui. Cette situation est le résultat de la politique visionnaire selon laquelle on avait offert aux membres de la génération du baby-boom une éducation à prix abordable. Voir ci-dessous.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Une population instruite est plus à même de faire face à la concurrence. Je crois que le large éventail de bourses et de prêts d'études abordables qui avaient été mis à la disposition des membres de la génération du baby-boom à un moment opportun constitue l'une des raisons pour lesquelles nous traversons les perturbations économiques actuelles mieux que les États-Unis. Nous devons trouver des moyens d'offrir une éducation à un plus grand nombre de jeunes. Il a été démontré que la malnutrition entrave le développement normal du cerveau chez les enfants. Dans les collectivités isolées du Nord, les enfants commencent à souffrir de malnutrition en raison du coût élevé des aliments sains et, dans certains cas, comme à Fort Chipewyan, du manque d'aliments sauvages non contaminés. Pour assurer la productivité future de ces collectivités, nous devons investir dans des programmes alimentaires pratiques qui fonctionnent. Dans un mouvement de panique, nous avons adopté des comportements qui pourraient avoir des conséquences néfastes à long terme. La productivité ne doit pas obligatoirement passer par le développement hors de contrôle et l'épuisement insouciant de nos ressources. Il faut plutôt viser une croissance modeste et stable. Plutôt que de devenir un paria sur le plan économique, comme le prévoyait le Fonds monétaire international, l'Islande est en voie de se remettre de la crise économique de 2008. Ses citoyens ont dit au gouvernement qu'ils voulaient que les banques se renflouent elles-mêmes. Non seulement l'Islande bénéficie-t-elle d'une économie en croissance, mais il s'agit également de l'un des pays les plus démocratiques au monde. Pour leur part, les pays occidentaux comme le Canada se reconstituent délibérément en oligarchies de fait. Je préférerais vivre dans un pays dont la croissance est modeste, mais qui est démocratique. Il n'est pas déraisonnable de demander au gouvernement d'être au service des citoyens plutôt que de les diriger.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les changements climatiques constitueront le plus important défi pour les Canadiens des trois prochaines générations. Au moment où nous avons le plus besoin d'eux, on procède à la mise à pied d'employés du Conseil national de recherches Canada, en plus de mettre fin au financement des laboratoires de recherche environnementale. Je demande au gouvernement de rétablir le financement destiné à la recherche scientifique sur l'environnement. Si nous nous débarrassons des « gardiens » rappelant l'époque de l'Union soviétique qui sont chargés de museler les scientifiques, nous aurions peut-être les moyens de conserver le Laboratoire de recherches atmosphériques sur l'environnement polaire et le laboratoire de la Région des lacs expérimentaux. Le milieu des pêches est en difficulté. Ici, au Yukon, la population de saumons a fait l'objet d'une baisse considérable et personne ne sait pourquoi. Les scientifiques américains nous disent que l'océan Pacifique s'acidifie. Les maladies chez les poissons sont en croissance. Le gouvernement en place a-t-il un plan autre que celui de nous garder le plus possible dans l'ignorance? Il faut abandonner cette façon de faire néfaste. Le tourisme au Yukon a été durement touché par la suppression de postes au sein de Parcs Canada attribuable au projet de loi C-38. Le gouvernement actuel souhaite-t-il voir mourir le tourisme au Yukon, ne laissant ainsi que l'extraction des ressources comme seule industrie viable? Il faut rétablir les postes éliminés à Parcs Canada. L'agriculture est un autre secteur touché par les conditions météorologiques imprévisibles vraisemblablement causées par les changements climatiques. L'élimination de la Commission

canadienne du blé a grandement nuí aux fermes familiales, mais s'est révélée bénéfique pour les industries agricoles étrangères. Ces deux réalités auront à elles seules des répercussions néfastes sur la sécurité alimentaire et sur les familles canadiennes. Le gouvernement devrait écouter les experts en agriculture et en science, et collaborer avec eux. Il faut rétablir la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, laquelle apportait une contribution d'une valeur inestimable. Les employeurs avisés savent qu'une main-d'œuvre intimidée est inefficace et que les employés qui se sentent valorisés sont les plus productifs. Le gouvernement en place reviendra-t-il sur ses politiques antisyndicales? Le recours à des projets de loi omnibus sur le budget est un moyen antidémocratique de faire adopter des politiques qui ne seraient pas approuvées autrement. À la lumière de ce qu'a fait par le passé le gouvernement en place, doit-on s'attendre à ce que le prochain projet de loi omnibus sur le budget porte indûment atteinte aux droits des femmes, aux droits de la personne en général, aux arts, à la vie privée, aux aînés, à la SRC et à quelque autre groupe ou droit établi? Je demande au gouvernement actuel de mieux se comporter.